Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 6 JUIN 1834.

Exposé des motifs accompagnant le projet de loi demandant un revirement sur le budget du département de la guerre pour 1832.

MESSIEURS,

Les lois des 1^{er} et 3 octobre 1833 ont prélevé sur les fonds qui restaient disponibles au budget de la guerre pour l'exercice 1832 ;

1° Pour solder ce qui restait dû sur les exercices antérieurs 1830 et de 1831, la somme de	3,603,737 47
2° Pour indemnités des dégâts commis sur les propriétés, pendant le siège de la citadelle d'Anvers.	341,345 28
TOTAL.	<u>3,945,082 75</u>

Indépendamment de ce prélèvement, et d'après les comptes généraux de cet exercice réglé au 31 mai dernier, il reste encore sans emploi une somme de fr. 2,109,512 32, dont je déclare 2,000,000 parfaitement disponibles, en réservant les 109,512 32 pour solder quelques créances encore en litige sur ledit exercice.

Le projet de loi, que je viens d'avoir l'honneur de vous soumettre, porte, entre autres dispositions, le transfert de ces 2,000,000 de l'exercice 1832, au budget de l'exercice 1834; ce qui permettra de clore définitivement le budget de l'exercice de 1832.

Mais une opération préalable à ce transfert, et qui est indispensable pour l'apparement du compte de cet exercice, exige, de ma part, des éclaircissemens qui mettront la Chambre en mesure de prononcer sur la validité de cette opération, réclamée par le ministre des finances et par la Cour des Comptes.

Sur 27 articles qui composent le budget des dépenses de l'exercice 1832 :

25 de ces articles présentent des restans disponibles, en excédant des prévisions du budget, et montant à la somme de . . . fr. 5,602,882 21

Et deux articles seulement présentent, en excédant de dépenses :

L'art. 2, chap. 1 ^{er} , traitemens d'employés	657 25	} 3,493,369 89
Le chap. IX. Vivres de campagne	3,492,712 64	

Ce qui donne pour résultat, et compensation faite, un restant disponible de 2,109,512 32 sur le montant des fonds accordés par les lois qui ont réglé la fixation du budget de cet exercice.

Le premier excédant de dépenses de fr. 657 25 est facile à justifier, en ce que la loi du budget, qui réduisit de 21,000 fr. les allocations demandées pour cet article, ne fut promulguée qu'au mois d'avril, et qu'il y avait eu un excédant de dépenses de 5,000 fr. pendant le premier trimestre de l'année.

Ce n'est que par des réductions successives que je parvins, dans le cours des neuf derniers mois de l'année, à atténuer cet excédant de dépenses, et à le borner à la somme de fr. 657 25 dont je demande l'allocation.

Le second excédant, quoique d'une somme très-considérable, sera aussi facile à justifier; mais il nécessite quelques développemens sur les motifs qui ont fait outre-passer, d'une somme si majeure, le service des vivres de campagne pendant l'année 1832.

Je commencerai par vous déclarer, Messieurs, qu'autorisé, par la loi du 15 mars dernier, à répartir sur les divers articles du budget de 1832, la somme de 5,477,248 68 (fl. 2,588,000) qui m'avait été accordée par la loi du 3 juin 1832, sans désignation d'articles, j'aurais pu employer une partie de cette somme à couvrir les deux excédans de dépenses en question, de manière que tous les articles du budget n'auraient présenté que des excédans disponibles : mais si j'avais agi ainsi, je n'aurais pas répondu à la confiance que la Chambre m'avait accordée, en juin 1832, par la raison que je n'avais pas demandé ces fonds pour couvrir les dépenses des vivres de campagne, mais bien pour d'autres articles.

J'ai donc agi loyalement et consciencieusement en répartissant, en mars 1834, cette somme de fr. 5,477,248 68 aux mêmes articles pour lesquels je l'avais demandée au mois de juin 1832.

Cette marche m'était tracée par l'engagement que j'avais pris envers la Chambre, et je ne voulais pas éviter, devant elle, les explications que je tiens à donner sur cet excédant de dépenses pour les vivres de campagne.

Dans le rapport que je soumis à la Chambre au mois de février 1833, lors de la discussion du budget de cet exercice, j'annonçai positivement qu'il y aurait un excédant considérable de dépenses sur l'article des vivres de campagne pour l'exercice de 1832, et qu'il faudrait la sanction des Chambres pour opérer les reviremens nécessaires.

Après avoir présenté l'aperçu de l'excédant de dépenses qui avait eu lieu,

à cause de la différence du prix des rations, et que je puis présenter maintenant d'une manière exacte, je disais :

« J'ai pu couvrir cet excédant de dépenses de l'exercice 1832, que les circonstances ont nécessité, au moyen d'économies et de réductions sur d'autres articles du budget; mais il faudra, lors de la reddition du compte de 1832, la sanction des Chambres pour opérer les reviremens nécessaires de divers articles sur celui des vivres de campagne. »

Aujourd'hui, Messieurs, que les comptes sont définitivement liquidés et appurés, je puis présenter les chiffres exacts des distributions faites et de la dépense qui en est résultée.

Les dépenses du service des vivres avaient été calculées pour l'exercice 1832, dans l'hypothèse que la moitié de l'armée active resterait en garnison pendant toute l'année, que le quart serait nourri chez l'habitant et que le dernier quart recevrait seulement les vivres de campagne.

Les prévisions du budget établissaient donc, pour l'exercice 1832, la répartition des vivres, comme il suit :

		En florins.	En francs.
6,972,173.	Journées de vivres de campagne à 28 c. 1/2.	1,987,069 30	4,205,437 65
6,874,240.	Journées de nourriture chez l'habitant à 25 c.	1,718,560 »	3,637,164 02
16,368,224.	Journées de garnison avec pain à 11 c. 1/2.	1,882,345 76	3,983,800 54
<hr/>		<hr/>	<hr/>
30,214,637.	Journées.	5,587,975 06	11,826,402 21

C'est dans le mois de février et mars 1832 que le budget fut discuté et voté, et l'on était alors loin de prévoir les événemens qui devaient terminer l'année : dès le mois de mai, notre armée entra presque en totalité en campagne, et une partie des troupes resta campée ou cantonnée et recevant les vivres de campagne jusqu'en novembre et décembre, pendant le siège de la citadelle d'Anvers.

Il est résulté de ces deux événemens une grande perturbation dans les prévisions du budget, en ce qu'il y a eu nécessairement de distribué aux troupes une bien plus grande quantité de vivres de campagne, et conséquemment une augmentation dans les dépenses, puisqu'elles coûtaient 17 cents de plus que la journée de garnison.

Cependant, je dois faire observer que les prévisions du budget avaient été, à peu de choses près, bien établies pour la quantité totale de journées, car il résulte de la vérification des revues trimestrielles de 1832 de tous les corps de l'armée, faite au ministère de la guerre et à la Cour des Comptes, et définitivement admises en comptabilité, que le nombre exact des journées des trois espèces est de 30,779,922, ce qui présente un excédant de 565,285 journées, c'est-à-dire 1/53^{me} seulement au-dessus des prévisions, ce qui est approcher de la réalité autant que possible.

Mais ce n'est pas dans les proportions établies par le budget que ces jour-

nées ont pu être réparties, et en cela il est impossible de s'y conformer en tenant notre armée campée ou cantonnée jusqu'à la fin de l'année, ainsi que les circonstances politiques le commandaient.

Les 30,779,922 journées constatées par les revues et décomptes, ont été réparties comme il suit :

12,378,752	journées de vivres de campagne.
9,649,983	journées de nourriture chez l'habitant.
8,751,187	journées en garnison.
<u>30,779,922.</u>	

Il en résulte que le chapitre des vivres de campagne a dû éprouver une augmentation considérable de dépenses, puisqu'il a été distribué aux troupes 12,378,752 rations de vivres de campagne au lieu de 6,972,173. Ce qui fait une différence en plus de 5,406,579 rations.

Mais, par contre, les dépenses au compte des corps portaient, d'après les prévisions du budget, sur 23,242,264 journées de nourriture chez l'habitant ou en garnison, et les revues n'ont constaté et alloué que 18,401,170 de ces journées, d'où il résulte une différence en moins de 4,841,294 journées, et conséquemment diminution de dépenses sur ces deux articles.

Les 12,378,752 rations de vivres de campagne distribuées aux troupes pendant l'année 1832, au prix de 28 cents 1/2 constituaient une dépense de fl. 3,527,944 32, faisant en francs la somme de . . . 7,466,548 fr. 52 c.

Mais ces rations n'ayant pas été toutes distribuées avec genièvre et vinaigre, il a été fait décompte de ces deux denrées dans la liquidation définitive des fournitures, et le montant a été diminué de

	243,926 » 57 »
Ce qui a réduit la dépense finale à	<u>7,222,621 » 25 »</u>
le fonds alloué par le budget n'était que de :	<u>4,205,437 » 65 »</u>
l'excédant de la dépense a été de.	3,017,184 » 30 »

Cette dépense des vivres de campagne ne constituait pas seule le chapitre qui porte ce titre au budget et qui comprenait en outre en allocation.

fl. 78,880. soit 166,941 81 fr. — pour fourrages en nature des chevaux de l'état major général.

82,550. — 174,709 00 — pour fourrages des chevaux d'ambulance.

fl. 161,430. — 341,650 81

Cette dépense n'avait pas été exactement calculée, car, d'après les revues et la liquidation des fournitures, elle s'est élevée pour les fourrages :

1 ^o des chevaux d'état-major à	263,839 88
2 ^o d'ambulance à	128,505 34
le budget n'ayant alloué que	341,650 81
l'excédant de dépenses a été de	<u>50,694 41</u>

Tels sont les excédans des dépenses sur les deux articles du chapitre IX du budget, lesquels se montent ensemble à la somme de 3,067,878 11

Mais il est encore divers articles de dépenses qui, n'étant pas prévus au budget de 1832, et se rapportant au service des vivres et fourrages en nature, ont été classés à ce chapitre : ces articles se montent à 424,834 53

ce qui constitue l'excédant total de 3,492,712 64 que j'ai précédemment annoncé.

Il me reste donc à justifier de l'emploi de ladite somme de 424,834 fr. 53 c., qui a été payée au titre du chapitre IX du budget de 1832.

Désignation des dépenses.

1 ^o fourrages en nature aux officiers supérieurs d'infanterie et autres, qui ont droit d'être montés.	60,052 48
2 ^o fourrages en nature aux officiers des gardes civiques mobilisées	49,107 37
3 ^o indemnités de 20 et 40 cent. accordées aux officiers d'état-major, pour tenir lieu de vivres de campagne et de location d'écuries.	97,988 30
4 ^o achats et conservation des approvisionnemens de réserve dans les places de guerre.	217,686 38
Total.	<u>424,834 53</u>

Le budget n'avait alloué des fonds que pour l'indemnité représentative des fourrages pour les officiers d'infanterie et de garde civique, ainsi que cela a lieu en temps de paix, pendant lequel ces officiers doivent acheter les fourrages pour leurs chevaux avec l'indemnité qu'il reçoivent : mais une partie des corps d'infanterie et de garde civique ayant tenu la campagne, il a fallu faire distribuer des fourrages en nature aux chevaux des officiers supérieurs et autres qui avaient droit d'être montés; ils n'ont pas reçu leur indemnité représentative, ce qui établit la compensation.

L'indemnité de 20 et 40 cent. a été accordée par les arrêtés des 15 décembre 1831 et 8 janvier 1832, aux officiers de l'armée logés à leurs frais dans les villes, pour leur tenir lieu de rations de vivres, auxquelles ils avaient droit et qui ne leur étaient pas fournies en nature : elle avait aussi pour objet de les couvrir des dépenses de location d'écuries pour les chevaux qu'ils avaient en sus du nombre de ceux qui leur étaient accordés en temps de paix : cette dépense,

par sa connexité avec celles qui sont relatives aux vivres et fourrages en nature, a été aussi imputée au chap. IX du budget.

Plusieurs places de guerre, dans le courant de l'année 1832, ont reçu des approvisionnements de réserve en grains, viandes salées, bestiaux, fourrages, liquides, etc. Dans ce cas étaient Venloo, Hasselt, les forts de Liège, la place de Namur, celle d'Anvers, etc.

Les achats de ces denrées, le soin de leur conservation se sont élevés, d'après les comptes établis et liquidés, à la somme de fr. 217,686 38.

Ces quatre articles de dépenses ont donc été imputés et soldés sur le chap. IX du budget : il eût été plus dans l'ordre de les faire payer sur le chap. VIII (dépenses imprévues), si l'on avait pu prévoir que le chapitre IX n'y suffirait pas; mais comme ils se rapportaient tous au service des vivres et des fourrages en nature, et comme on devait présumer, au commencement de l'exercice, que les fonds du chapitre IX suffiraient et au-delà aux dépenses de ce service, on commença par les imputer à ce chapitre, et l'on s'est trouvé dans l'obligation de continuer, pendant l'exercice, la même marche, pour éviter des complications dans la comptabilité.

Telles sont, Messieurs, les explications que j'avais à donner pour faire connaître les motifs de l'excédant des dépenses du chapitre IX, et dont les comptes détaillés seront à l'appui du compte général de cet exercice, lorsque le gouvernement en proposera le règlement définitif : mais pour que ce compte puisse être présenté, il est nécessaire d'y faire les reviremens que j'ai l'honneur de vous proposer, et qui consistent à couvrir l'excédant des dépenses faites :

Sur l'art. 2 du chap. 1 ^{er} qui se montent à	657 25
Sur le chap. IX, article unique	3,492,712 64
Total.	<u>3,493,369 89</u>

par ce qui reste de disponible sur quelques articles du budget du même exercice,

SAVOIR :

Art. 1 ^{er} , chap. II. État-major général.	256,865 04
» 7 » Troupes du génie	70,849 50
» 8 » Troupes d'infanterie	2,583,681 68
Art. unique, chap. X. Armée de réserve.	581,973 67
Total égal	<u>3,493,369 89</u>

Les fonds restant disponibles sur ces quatre articles proviennent en partie de la réduction des dépenses que ces corps n'ont pas été dans l'obligation de faire, en recevant les vivres et les fourrages en nature.

Le gouvernement m'a chargé, Messieurs, de vous présenter en conséquence le projet de loi qui autorise le revirement des fonds de ces quatre articles sur les deux qui offrent l'excédant de dépenses, qu'il s'agit de couvrir pour la régularité du compte général de l'exercice 1832.

Je ne terminerai pas ce rapport sans vous faire observer, Messieurs, combien il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'asseoir au milieu des évènements politiques, qui se succèdent depuis 1832, des bases fixes et annuelles pour les budgets du département de la guerre, qui doit, dans l'intérêt de l'État, proportionner l'effectif de l'armée à ce qu'exige la variété des circonstances qui influent si puissamment sur l'attitude militaire que nous devons garder.

Le budget de 1832, discuté aux mois de janvier et de février, lorsqu'on attendait les ratifications du traité du 15 octobre précédent, avait établi un demi-pied de paix : le gouvernement obligé, au mois de mai, de réunir l'armée, demanda et obtint deux crédits supplémentaires, l'un de 2,588,000 fl., l'autre de 4,400,000 fl.

Le budget de 1833 fixait la dépense à 66,400,000, mais la convention du 21 mai permit de diminuer les dépenses, et de les réduire d'abord à 55,000,000, en faisant remise de 11,400,000 fr.

Depuis, il a été possible de diminuer encore le montant de la dépense de la somme de 3,635,000 fr.,

Dont 2,800,000 fr. transférés au budget de 1834, par la loi du 15 mars dernier.

835,000 fr. dont je demande aujourd'hui le transfert.
<hr style="width: 100px; margin-left: auto; margin-right: 0;"/>
3,635,000 fr.

Ainsi, Messieurs, la dépense de 1833, d'abord évalué à 66,400,000, aura été réduite à 51,365,000, ce qui produit une différence en moins de 15,035,000.

Quant au budget de 1834, les dépenses furent toutes évaluées sur le pied de paix le plus absolu, et, dès le mois de février, il fallut envoyer des troupes dans le Luxembourg, et, aux mois de mars et d'avril, reporter notre armée à un plus haut effectif.

De là, l'obligation de demander un premier supplément de crédit de 2,800,000 fr., accordé par la loi du 15 mars dernier, et d'en demander aujourd'hui un second, de la somme de 4,400,000 fr.

Le ministère de la guerre présente en France ces mêmes variations dans les budgets, par les demandes successives de crédits complémentaires, supplémentaires et extraordinaires qu'il est obligé de former d'après les circonstances politiques qui doivent régler le nombre d'hommes à entretenir sous les armes.

Les budgets arrêtés à l'avance pour le département de la guerre ne sont, et ne peuvent être que des premières bases données, mais sujettes à variations d'après les évènements politiques.

Mais l'important, Messieurs, est de pouvoir se tenir sur les limites générales fixées par les lois des budgets, et, sous ce rapport, les résultats que présentent les budgets de 1832 et de 1833, sont :

6,054,594 89 sur 1832.
 15,035,000 00 sur 1833.

fr. 21,089,594 89

restés disponibles sur les fonds accordés par les lois qui avaient réglé les fixations de ces deux exercices.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD, Roi des Belges,

A tous présens et à venir salut !

Sur la proposition du ministre-directeur de la guerre et de l'avis du conseil des ministres ;

Nous avons chargé notre ministre-directeur de la guerre de présenter en notre nom, à la Chambre des Représentans, le projet de loi suivant :

ARTICLE PREMIER.

Les sommes ci-après indiquées, et qui sont restées sans emploi au budget des dépenses du département de la guerre, pour l'exercice 1832, savoir :

Fr. 256,865 04 sur l'art. 1 ^{er} .	}	du chap. 2.
» 70,849 50 sur l'art. 7.		
» 2,583,681 68 sur l'art. 8.		
» 581,973 67 sur le chap. 10, art. unique.		
<u>Fr. 3,493,369 89</u>		

sont transférées sur le même exercice,

1° A l'art. 2 du chap. 1 ^{er} .	. . .	Fr. 657 25
2° Au chap. 9, article unique.	. . .	» 3,492,712 64
<u>TOTAL.</u>		» 3,493,369 89

ART. 2.

Les excédans de dépenses sur l'art. 2 du chapitre 1^{er}, et sur le chap. 9, sont en conséquence alloués dans le compte dudit exercice.

Mandons et ordonnons, etc.

Bruxelles, le 5 juin 1834.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre-Directeur de la guerre,
 BARON ÉVAIN.